

CIBLE

Variable

La presse quotidienne française va mal. Très mal : trois quotidiens nationaux sont actuellement en crise ouverte.

La rédaction du *Figaro* veut défendre son indépendance face aux visées « militantes » de Serge Dassault.

Le *Monde* annonce un plan de départs « volontaires » qui touchera 100 salariés sur 730 : malgré la présence d'Alain Minc, génie du capitalisme mondialisé, l'endettement du groupe *Le Monde* est passé de 53 millions d'euros en 2001 à 110 millions en 2003.

La direction du *Parisien* annonce elle aussi une réduction de son personnel. Dans tous les cas, ce sont les salariés qui paient les foucades ou les erreurs de leurs patrons.

Comme dans les autres entreprises du meilleur des mondes libéraux, la direction utilise la seule « variable d'ajustement » qu'elle connaisse : la compression maximale des salariés.

Bien entendu, ces purges violentes sont suicidaires : un personnel réduit en nombre, sous-payé et surexploité ne peut maintenir la qualité sur laquelle un journal est jugé. La presse quotidienne continuera à perdre des lecteurs et à creuser ses déficits. Quel gâchis !

FRANCE-BRÉSIL

Agir contre la pauvreté

Islam

**Fitna contre
djihad**

p. 8

Bush

**Ce qu'il
pense...**

p. 5 et p. 9

TURQUIE

Je vous adresse quelques rapides observations de lecteur sur le surprenant article *Musulmans de Turquie* paru dans *Royaliste* n°842. Je ne connais pas la Turquie et de fait je n'ai pas aujourd'hui d'opinion véritable sur le bien fondé ou non de son éventuelle entrée dans l'Union européenne souhaitée vivement par la NAR et Bush ou sur le fait de savoir si un partenariat renforcé ne serait pas la moins mauvaise des options.

Je n'ai pas lu le livre de Thierry Zarcone. Mais comment Maria Da Silva peut-elle oser dans un tableau idyllique, faire abstraction notamment du génocide arménien et de celui des malheureux assyro-chaldéens ? Les génocides de 1843, de 1846, de 1915, cela n'est pas si vieux et en 2004, l'on ne sache point que la Turquie les ait reconnus, sans parler de repentance que l'Eglise catholique est bien la seule à avoir faite sur sa propre histoire.

Si l'on prend le triste cas des chrétiens assyro-chaldéens, descendants des Mésopotamiens, 250 000 sur 400 000 ont été massacrés dans d'épouvantables conditions, sans parler de la mise en esclavage des femmes et enfants.

« L'Islam turc (et balkanique) est traditionnellement tolérant... », écrit Maria Da Silva. Tout est possible mais il me semble avoir lu dans des publications comme *France catholique* (mais pas seulement) que l'Islam turc serait surtout tolérant pour les... musulmans et que la vie de ce qu'il reste de chrétiens, citoyens de seconde zone ne serait pas des plus roses.

Il n'est pas interdit à un pays d'une tradition religieuse donnée d'évoluer mais il n'est pas acceptable de gommer des faits historiques.

H. T. (Paris).

ABUS DE POUVOIR

Après que l'on a annoncé qu'un chien était malade de la rage, les préfets de trois départements du sud-ouest ont pris des mesures que je juge, pour ma part, disproportionnées au problème posé, sans base scientifique et qui ne tiennent aucun compte des personnes. Ces dispositions ont été assouplies dans l'un des départements, maintenues dans les deux autres, ce qui souligne leur caractère improvisé et arbitraire.

De telles décisions ne sont d'ailleurs pas isolées. Mardi 21 septembre, au journal de 13 h de TF1, était annoncée la fermeture partielle d'une maison de retraite, encore une, décidée par un préfet après une enquête de sécurité. Le caractère brutal, irrespectueux des personnes âgées et de leurs familles, était évident. Aucune solution plus circonstanciée n'avait été étudiée. Les pensionnaires vont se retrouver, du jour au lendemain, jusqu'à 100 km de là, dispersés dans divers autres établissements, coupés de leur environnement familial si important pour eux, des autres pensionnaires, de leurs proches. Certains paraissent désespérés.

Ce type de décision trahit la méthode des préfets visant en premier lieu à dégager leurs responsabilités par rapport à leur hiérarchie et aux médias, alors qu'ils devraient régler les problèmes au mieux des intérêts des personnes. Utilisés ainsi, leurs pouvoirs deviennent destructeurs et les conséquences inacceptables.

Ce "principe de précaution", si souvent invoqué maintenant pour prendre des mesures excessives, est d'autant plus contestable qu'il est oublié lorsque des enjeux économiques importants sont en cause. Dans le cas des cultures de maïs transgénique, conduites souvent sans les précautions indispensables pour éviter la dissémination des OGM par pollinisation des cultures environnantes, les préfets n'hésitent pas à employer la manière forte contre les

manifestants, relayés ensuite par la justice.

Ma violente réaction à propos de la rage soulève un problème plus vaste qui touche au respect de la démocratie en France. Sans bien connaître la législation actuelle, il me semble que les pouvoirs des préfets doivent être tempérés par le recours impératif à des instances démocratiques, à mettre en place éventuellement, représentatives des populations concernées. Préfets et représentants de l'expression démocratique doivent en outre, avant que toute décision soit prise, être complètement informés par des organismes scientifiques, sociaux, etc. compétents et indépendants. Mais le déni de démocratie devient banal à tous les échelons du pouvoir exécutif et je nage probablement dans l'utopie la plus complète.

Veuillez m'excuser pour ce long plaidoyer pour un plus grand respect des Français mais je sais trouver auprès de la NAR l'attention et la compréhension si souvent absentes ailleurs, mais qui animeraient certainement le Roi que nous espérons.

M.C. (Val-de-Marne)

FABIUS

Je ne suis pas d'accord avec votre "cible" du n° 843 concernant Fabius. Car c'est le premier dirigeant vraiment important du PS à opter pour le NON (comme nous, je pense) et quoi que vous pensiez de lui, il faut s'en réjouir car au-delà de la tactique, son NON révèle que les socialistes (de la base ou du haut : je pense au Président de la région Lorraine, Jean-Pierre Masseret, notamment qui lui aussi opte pour le NON et cela avant même Fabius) ne sont pas tous des européistes tout comme à travers eux les Français de gauche, de droite, d'ailleurs ou de nulle part. C'est pour cela, ce me semble, qu'il subit toutes ces critiques nationales ET internationales. C'est pour cela que la NAR doit s'empêcher de l'éreinter sur ce sujet tout en ne l'épargnant pas, plus tard, sur d'autres. Le Non doit l'emporter car oui à l'Europe mais pas à cette Europe-là.

Bien sûr on peut côtoyer, un temps, Fabius mais à aucun moment (vous en conviendrez et en tout cas ce ne sera ma ligne éthique) "que ce soit pour un oui ou pour un non" certains personnages comme de Villiers ou Le Pen.

P. H. (Moselle)

BELGIQUE

Dans le n°842 de *Royaliste*, sous la signature de Luc de Goustine, je découvre un excellent article sur l'Europe. Je m'étonne de trouver la Belgique dans

le groupe des États dont les électeurs se sont abstenus dans une proportion de 54 à 62 % au scrutin européen du 13 juin 2004.

En Belgique, les abstentions sont inférieures à 9 % comme de coutume. Le vote est obligatoire et la notion d'électeur « inscrit » n'existe pas puisque tout le monde est inscrit sur les listes électorales le jour de son 18^e anniversaire.

Donc, tout le monde se rend au bureau de vote où il est convoqué et ne s'abstient que les grands voyageurs, les hospitalisés, les séniles, les détenus et les distraits incorrigibles.

Cette participation massive ne révèle cependant pas une confiance proportionnée en les institutions européennes, fort loin de là.

R.F. (Bruxelles)

[NDLR : Merci à notre lecteur de nous avoir signalé cette erreur et nos excuses à tous nos amis belges].

TROP ENGAGÉ...

Je viens de recevoir la demande de réabonnement à *Royaliste*. Abonné depuis le tout début du journal, je ne souscrirai pas cette année de nouvel abonnement. Sans vouloir m'étendre sur cette décision, je vous dois quelques mots d'explication. Depuis plusieurs années, je constate que *Royaliste* ne correspond pas à ce que j'attends d'un tel journal. Il est clair qu'un organe indépendant ne peut entrer en concurrence avec de grands journaux qui disposent de sources d'information bien supérieures. Paradoxalement ces moyens permettent même parfois à de grands journaux d'adopter des positions critiques mieux fondées que celle d'un « petit » journal indépendant !

Mais, en reconnaissant les limites qui s'imposent à *Royaliste* en la matière, je déplore la tendance du journal à entrer avec un handicap évident, et à retardement, dans le jeu politique de la démocratie formelle. Trop d'évolutions (abstentionnisme électoral, internationalisation, ...) font que ce jeu n'a plus guère d'importance. Ne serait-il pas préférable, et surtout ne serait-il pas dans la vocation de *Royaliste* de s'en tenir à l'écart de façon ferme et définitive ?

Ce n'est pas l'impression que m'a donnée *Royaliste*. J'y ai particulièrement apprécié la chronique de Gérard Leclerc, très distanciée à cet égard. (...) Ma décision, vous le comprendrez n'est pas irrévocable. Elle dépend de la ligne politique du journal. Puisse-t-elle évoluer dans le bon sens, auquel cas je me ferais un plaisir de me réabonner.

G.D. (Yvelines)

royaliste
B-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Si j'assèche, ça pousse ? - Entre Oui dur et Non mou - p.4 : Bêvue - Le temps de la sérénité - p.5 : Éclipse ou fin des néocons ? - p.6/7 : Quand Paris était capitale - p.8 : Gommage - Le Djihad contre la Fitna - p.9 : L'Amérique messianique - p.10 : L'Empire - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Agir contre la pauvreté.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Si j'assèche, ça pousse ?

Il en va du budget comme de l'ensemble de l'action gouvernementale : on ne parvient pas à s'y intéresser parce que les ministres eux-mêmes ne croient plus à ce qu'ils disent ni à ce qu'ils font.

O h ! Je sais. Ce n'est pas gentil d'accuser des ministres de cynisme ou de légèreté alors que la télévision nous les montre le cœur sur la main.

Mais enfin tout de même, prenons le cas de Nicolas Sarkozy. Voilà un homme qui arrive à Bercy à la suite de calculs et de combinaisons complexes, qui regarde ses services lui fabriquer un budget - puis qui annonce qu'il va se tirer vite fait pour prendre la présidence de l'UMP. Cela veut dire que le vibrant ministre ne veillera pas à la bonne exécution de la loi de finances qu'il aura demandé aux parlementaires d'approuver. À d'autres la corvée ! L'important, pour Nicolas et Cécilia, c'est la conquête de l'Élysée.

C'est donc sans émoi qu'on a entendu le ministre des Finances en transit déclarer que la réduction des déficits est la priorité absolue tandis que Jacques Chirac vantait un budget d'action pour l'emploi, pour la croissance, pour l'avenir.

Soutenir la croissance molle par l'élimination dure des déficits, c'est une logique digne des Shadocks : on pompe, donc on assèche le terrain sur lequel on voudrait faire pousser l'herbe grasse.

Inutile, cependant, de s'énerver : il y aura en cours d'année des cadeaux fiscaux, des coups de pouce et des dérives qui aboutiront dans un an à une déclaration solennelle du

futur ministre des Finances sur la réduction nécessaire des déficits...

Dans l'intervalle, on bricolera : nul n'ignore que les trous du budget seront provisoirement comblés par la soule (1) versée par EDF. On bazarde une entreprise publique essentielle, on pompe le fric disponible, on utilise un artifice comptable (la soule versée en plusieurs années est comptabilisée sur une seule) et on s'en va faire le fier devant les députés.

Toutes les manipulations et ponctions que les techniciens pourront inventer n'empêcheront pas l'augmentation de la dette publique. Pour les non-libéraux, l'endettement n'est pas un problème, dès lors que l'État se donne les moyens de le financer (l'inflation est une bonne solution). Pour les libéraux, c'est une catastrophe qu'ils dénoncent à grands cris. Pensez donc : notre endettement représente 63,7 % du PIB, au lieu des 60 % fixés par les fameux critères de Maastricht !

Parions que ce gouvernement ultra-libéral s'accommodera de cette catastrophe, comme de tant d'autres, réelles ou supposées.

Annette DELRANCK

(1) Somme que les industriels du gaz et de l'électricité verseront à la Caisse nationale d'assurance vieillesse pour que leur régime de retraite spécial soit récupéré par le régime général. Soit 6,9 milliards d'euros.

Entre Oui dur et Non mou

Le débat sur le nouveau traité européen pourrait être passionnant. Toujours égaux à eux-mêmes, les dirigeants socialistes transforment le choc des idées en chamailleries tactiques.

Le débat préalable à la consultation des militants socialistes a commencé selon les bonnes vieilles habitudes des dirigeants obsédés par leur carrière : rivalités personnelles, haines recuites, intrigues en tous genres.

Dans ce combat d'hommes sans scrupules ni convictions, on se contentera pour le moment de pointer les principales prises de position.

Oui dur : c'est celui de Lionel Jospin. C'est le Oui des renégats, pour ne pas dire des collaborateurs de tous les temps : on évoque le *compromis acceptable*, on reconnaît que *certaines*, il n'incarne pas l'idéal socialiste mais on consent d'autant plus volontiers à l'ultra-libéralisme du traité qu'on a signé des deux mains les conclusions des conférences de Lisbonne et de Barcelone. On recouvre les trahisons d'hier par le réalisme du laisser-faire tout en se couvrant à gauche. Comment ? En proclamant qu'il faut une *vraie politique sociale*. Que ne l'a-t-il faite quand il était au pouvoir ?

Oui mou : c'est l'amer Oui du père Michel (Rocard). C'est un Oui emphatique (l'ancien Premier ministre qui fut le premier liquidateur du socialisme français ose parler de *dignité*), mais cette emphase masque la résignation masochiste, la jouissance honteuse de la défaite reconnue, acceptée, subie. En gros : le capitalisme a gagné, le socia-

lisme a perdu, l'Europe est capitaliste, le capitalisme est un système cruel et on n'a pas vu encore le pire car l'Europe se rallie au capitalisme anglosaxon mais il faut approuver le traité européen car dans vingt ans il y aura peut-être une majorité de gauche qui infléchira la politique européenne dans le sens de la solidarité ! Allez, encore un petit effort, encore vingt ans de malheurs et les petits-enfants du couple Hollande-Royal feront pousser du pain et pétriront des roses...

Non mou : C'est celui de Laurent Fabius, qui se déclarait partisan du traité pas plus tard que l'été dernier lors d'un voyage à l'étranger. Il est vrai que, voici une dizaine d'années, le même camarade Laurent déclarait, en privé, que son Oui à Maastricht était un *non au Non* et qu'il ne croyait pas à l'euro. Le Non mou de Lolo doit être, *quelque part* un Oui à quelque chose. Sans doute à soi-même. Donc à un tout petit quelque chose.

Non dur : c'est celui d'Henri Emmanuelli et de ceux qui sont fidèles au socialisme à la française. Rien à dire, sinon que les partisans du Non dur comme ceux du Non mou ne proposent aucun projet politique qui permettrait de refonder une Union continentale des nations européennes. (1)

Sylvie FERNOY

(1) Pour connaître les propositions de la NAR sur le sujet voir le site www.narinfo.fr et

Bévue

Après la tuerie de Beslan, l'opinion publique nationale et internationale attendait dans l'angoisse le jugement d'André Glucksmann. Tardif, il fut publié dans *Le Monde* daté du 16 septembre.

Les lecteurs français, russes, américains et caucasiens de l'éminent intellectuel se virent confirmer que l'horreur est horrible et le terrorisme, terrible.

Ils lurent sans surprise que le porte-parole de l'indépendantisme tchéchène condamnait urbi et orbi le président Poutine, premier responsable des malheurs de la Russie, du Caucase et de l'Europe entière.

Mais ils apprirent surtout que les terroristes n'étaient pas représentatifs de la cause tchéchène. Preuve : « *Aouchev, ancien président d'Ingouchie, viré par Poutine, seule personne à avoir eu le courage d'entrer dans l'école pour parler sans mandat avec les preneurs d'otages masqués, perçoit un groupe multiethnique avec des Ingouches, des Ossètes, des Slaves (Russes ? Ukrainiens ?). Bref, ce commando n'est ni spécialement composé par, ni représentatif des Tchétchènes. Immédiatement, absolument condamné par le président indépendantiste Maskhadov, qui demande une enquête internationale. Même le criminel Bassaïev, qui a revendiqué d'autres prises d'otages massives, dément toute participation (...)* ».

L'opinion publique se demanda comment M. Aouchev pouvait précisément déterminer l'ethnie d'hommes masqués. Mais elle respecte trop M. Glucksmann pour ne pas le croire sur parole. L'éminent

penseur parisien n'est-il pas capable de réfuter les accusations portées par Vladimir Poutine et de confirmer ce que M. Aouchev avait perçu - comme s'il était sous le bureau du président russe et colait dans le même temps aux basques de l'ancien président d'Ingouchie.

Hélas ! L'article du *Monde* était à peine fulminé que l'opinion publique apprenait par un communiqué signé par Abdallah Chamyl (Bassaïev) que « *la brigade des martyrs de Ryad Salikhin (avait) mené une série d'opérations militaires réussies sur le territoire russe* » (destruction de deux avions de ligne, attentat dans le métro de Moscou) et que l'« opération » de Beslan aurait été exécutée par « *le 2^e bataillon de martyrs placé sous le commandement du colonel Orstkhoïev* ». Le chef terroriste tchéchène précisait que le groupe de Beslan était composé de 33 combattants : 14 Tchétchènes, 9 Ingouches, 3 Russes, 2 Arabes, 2 Ossètes, 1 Tatar, 1 Kabarde et 1 Gouran (Sibérien).

Je supplie l'opinion publique mondiale d'oublier la glucksmannienne bévue et je tiens à la rassurer : l'éminent intellectuel continuera de publier dans les colonnes du *Journal Vespéral de Référence* ses condamnations à perpétuité et ses excommunications majeures comme il le fait depuis sa turbulente adolescence.

Jacques BLANGY

Le temps de la sérénité

C'est au cours de l'été que le roi du Cambodge, a, de nouveau, évoqué son abdication. Le communiqué du souverain n'indique pas d'échéance mais celle-ci pourrait être proche en raison de son état de santé.

Cette nouvelle n'a pas surpris ceux qui s'intéressent de près au royaume khmer et ici même nous avons plusieurs fois évoqué cette éventualité, en même temps que nous écrivions quelles étaient les probabilités quant à sa succession.

Pas surpris donc, mais émus par le communiqué du Roi, rédigé sans dramatisation ostensible, mais avec la solennité de quelqu'un qui sent venir une échéance inéluctable.

Le Roi annonce qu'il se retirera à Siemreap, dans la maison de la *Croisade Royale* que les Français lui ont offerte en 1949, qu'il fermera son site internet, n'aura plus de secrétariat et ne répondra plus aux lettres qui lui seront adressées. Il n'accordera plus d'audience. Et il souhaite que chacun, y compris les membres de la famille royale, s'abstienne de lui rendre visite. « *J'exprime, écrit-il, par avance toute ma gratitude aux personnalités et personnes qui voudront bien me permettre, en attendant ma mort, de vivre tranquille dans la sérénité que je n'ai pas eue depuis la décennie 1940.* »

Le Roi fait allusion à tous les événements - certains tragiques - qui ont marqué l'histoire contemporaine du Cambodge. Sa quête de sérénité est une expression bouddhique de sa conception de la vie du Roi. Il atteint le dernier stade de la sacralisation et entend qu'on respecte cette étape importante.

On sait que le Roi a connu une vie mouvementée et que ces dernières années ont vu sa santé se détériorer.

On peut penser que les dispositions prises par le Roi ces deux dernières années renforcent la probabilité de voir lui succéder le prince Norodom Sihamoni, que nous connaissons bien. Le Prince a été investi depuis deux ans de missions officielles de représentation du Palais Royal. Il dispose de préjugés favorables : il est le fils de la Reine Monineath, laquelle entretient de très bonnes relations avec le Premier ministre Hun Sen ; il a comme son père la passion des arts et de la culture, ce qui lui confère une grande finesse d'esprit ; il a du charisme et un sens inné de la diplomatie. On a senti, depuis un an, son discours se fortifier, laissant paraître qu'il est prêt à assumer les plus hautes fonctions.

Mais le processus est long et aléatoire. Au Cambodge, les choses se font au rythme de la sagesse. Il convient donc d'observer, patiemment, ce qui va se passer et de recevoir l'information à l'aune du respect que l'on porte au *petit peuple khmer* et à son Roi.

« *Mon action est mon seul bien, mon action est mon héritage* », disait Bouddha. L'Histoire saura reconnaître la dimension de celui qui se retire aujourd'hui dans sa demeure de plénitude.

Robert GESNOT

Éclipse ou fin des néo-cons ?

La réélection de Georges W. Bush le 2 novembre prochain ne signifierait pas nécessairement la victoire des thèses néo-conservatrices.

Les néo-conservateurs ne figurent pas au premier rang dans la campagne républicaine. Il convient en effet de ne pas décourager l'électorat modéré, ceux que l'on appelle les républicains Rockefeller, du nord-est, de tendance libérale. La débâcle en Irak met également à mal la crédibilité des néo-cons qui s'en défendent en attaquant le Pentagone et son chef Rumsfeld. Certains font défection comme Francis Fukuyama, illustre pour sa prophétie de 1989 sur *La fin de l'histoire*. Celui-ci ne s'était pourtant pas inquiété alors outre mesure des deux facteurs qui limitaient sa théorie : le nationalisme et l'Islam. Il revient aujourd'hui à plus de pragmatisme et critique l'impérialisme de ses amis. Quitte ou double ? D'autres publicistes néo-cons veulent aller jusqu'au bout de leur logique, certains en s'attaquant à l'Iran, d'autres à l'Arabie Saoudite. Ils ne sont pas unanimes sur ce point.

Faiblesses et divisions conceptuelles et pratiques ne plaident pas en faveur d'une in-

fluence décisive sur Georges W. Bush dans la phase actuelle. Le maintien du vice-président Cheney ne doit pas être inscrit à leur crédit car il représente des intérêts économiques, notamment pétroliers, très réels, qui ne s'accordent pas toujours avec les démonstrations des intellectuels néo-conservateurs. Les mécènes se feront plus rares. On ne voit d'ailleurs pas le président-candidat lancer de nouvelles idées dans le débat. Il fait campagne exclusivement sur la poursuite de la politique actuelle, ce qui semble faire illusion pour l'électorat mais ne sera pas tenable à terme. Au moment critique d'une révision de la stratégie actuelle, les néo-conservateurs à nouveau pourraient bien occuper le terrain intellectuel, car on ne leur voit pas beaucoup de rivaux, surtout côté républicain. Les isolationnistes à la Patrick Buchanan – les vrais conservateurs – sont marginalisés. Les réalistes sont surtout des praticiens, sauf quelques universitaires.

La difficulté est qu'il n'y a pas un seul néo-conserv-

vatisme. Il s'agit d'une nébuleuse d'éditorialistes divers et variés, qui n'ont pas eu le temps de constituer une véritable doctrine, même si de nombreux éléments sont en place. Mais l'esprit américain, surtout à droite, s'accommoderait d'autant plus mal d'une doctrine achevée. La dispersion des opinions favorise au contraire une influence diffuse. Elle ne préjuge néanmoins pas d'une ligne assurée.

On peut donc avancer l'hypothèse d'une moindre visibilité des néo-conservateurs dans un second mandat Bush mais non pas celle de leur disparition. Ils ont acquis droit de cité à Washington et dans tous les médias. Cela ne sera pas remis en question. Ils ont déplacé durablement le curseur idéologique vers la droite. On ne reviendra pas en arrière. La toile de fond est plantée pour longtemps. Mais, de ce fait, l'action de quelques-uns sera relativisée. On peut penser que les structures étatiques vont être confortées, à commencer par le Congrès dont on a vu que, à majorité républicain, il a su jouer son rôle de contrôle, tardivement sans doute, mais ses effets se feront sentir d'autant plus sur le second mandat. Les alliances traditionnelles, l'ONU même, pourraient également être recherchées.

L'enjeu n'est pas de savoir qui de Kerry ou de Bush sera le prochain président mais quel Bush s'imposera à partir de 2005.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE BRETAGNE** – Le prince Harry, deuxième fils du prince Charles et de la princesse Diana, va entrer dans l'armée au début de l'année prochaine. Il doit intégrer l'académie militaire de Sandhurst où sont formés tous les officiers de l'armée de terre britannique. Le prince Harry, qui vient d'avoir 20 ans, est le troisième dans l'ordre de succession après son père et son frère William.

♦ **KOWEÏT** – Le cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah vient de rentrer à Dubaï après avoir subi des examens médicaux à New York et Genève. L'émir, âgé de 75 ans, avait eu une hémorragie cérébrale en 2001 qui l'a laissé d'une santé fragile. Son retour devrait permettre d'officialiser des changements prévisibles dans l'ordre de succession. En effet l'actuel prince héritier, cousin de l'émir, cheikh Saad al-Abdallah al-Sahem al-Sabah est lui-même malade. Le nouveau prince héritier pourrait être l'actuel Premier ministre cheikh Sabah al-Ahmed al-Sabah. Le cheikh Sabah est un réformiste qui, depuis sa nomination il y a un an, a réussi à imposer d'importantes réformes économiques et a inscrit à son programme d'octroyer aux femmes les mêmes droits politiques qu'aux hommes. Une véritable révolution dans le pays...

♦ **BURUNDI** – Nièce de l'avant-dernier roi du Burundi, Mwambutsa IV, la princesse Esther Kamatari, âgée de 53 ans, est retournée au Burundi et a décidé de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Exilée en France depuis 1970, la princesse s'est consacrée sans relâche, en animant de nombreuses associations, à soulager les souffrances de son peuple déchiré par la guerre civile. Pour sa campagne elle bénéficiera du soutien du Parti monarchiste parlementaire Abahuzza que son frère, le prince Godefroid Kamatari, a lancé en août 2001.

♦ **MAROC** – Le roi Mohammed VI a prononcé un important discours devant l'Assemblée générale des Nations unies dans lequel il s'est interrogé sur la capacité du « système onusien, dans sa configuration actuelle d'apporter des solutions adéquates et judicieuses aux divers dysfonctionnements internationaux ». Il en a appelé à un « processus de réforme et de revitalisation de l'ONU et de ses organes, y compris le Conseil de Sécurité ». Concernant l'affaire du Sahara occidental, il a réaffirmé la position marocaine « soucieuse de parvenir à une solution politique, négociée et définitive » de ce « différent artificiel » « dans le cadre de la légalité internationale garantissant la souveraineté, l'unité nationale et l'intégrité territoriale du royaume. »



Nicolas Kessler
Le conservatisme américain

Prix franco : 9 €

Membre de la *Royal Historical Society* et directeur de la revue *The Court Historian*, Philip Mansel s'est fait

connaître et apprécier par ses travaux sur la France au XIX^e siècle et sur l'Empire ottoman. Dans *Paris, capitale de l'Europe* il montre l'influence en Europe des cours françaises, tant royales qu'impériales. Relations entre le souverain et l'opinion publique, retombées économiques et sociales, voici qu'apparaît une ville de Cour toute différente des clichés habituels, une capitale bien française et très européenne, saisie par un grand historien, avant le déchaînement des nationalismes.

Quand P était cap

■ **Royaliste : Beaucoup d'historiens se sont intéressés au Paris révolutionnaire. Vous avez, quant à vous, étudié la ville de cour. Qu'entendez-vous par là ?**

Philip Mansel : On appelle ville de cour une ville qui est le lieu de la résidence principale du monarque, où l'esprit de cour et de service personnel du monarque reste puissant. Paris au XIX^e siècle répond à cette définition puisque la ville est successivement le lieu de résidence des Bonaparte, des Bourbons et des Orléans. Pendant les trois quarts du siècle, elle retourne sans cesse et sous des conditions diverses à la monarchie - jusqu'à ce que les trois dynasties, par leurs propres fautes, se détrônent elles-mêmes.

■ **Royaliste : C'est alors que Paris est la capitale de l'Europe...**

Philip Mansel : Oui. À l'époque où ils servaient de résidence principale aux souverains français, de 1790 à 1792, de 1800 à 1870, les palais parisiens avaient pour l'Europe entière la magie du pouvoir : il y avait là une combinaison française du magnétisme qu'exercent aujourd'hui Buckingham Palace et la Maison Blanche. De Saint-Petersbourg à Rio de Janeiro, ses palais avaient plus d'influence comme modèle d'aménagements, de décoration et de train de vie que Versailles avant la Révolution.

Alexandre I^{er} connaissait les Tuileries avant d'y entrer en conquérant après la chute de Napoléon I^{er}. La colonne napoléonienne de la place Vendôme est directement imitée et physiquement surpassée par les colonnes de Nelson à Trafalgar Square et d'Alexandre I^{er} devant le Palais d'Hiver à Saint-Petersbourg.

Paris reste la capitale de référence pour toutes les capitales de l'Europe : elle est ville de cour par le nombre de ses palais (Le Louvre, les Tuileries, le Palais Royal) et par la masse physique des bâtiments royaux : il y avait cinq théâtres ou opéras royaux, des ministères, des musées, des manufactures royales ou impériales. Tous ces bâtiments (sans oublier les jardins) étaient administrés par un personnel qui portait la livrée du monarque - ce qui était à l'époque d'une grande importance pour les Parisiens qui se reconnaissaient dans les signes et les insignes du pouvoir politique. Même les députés qui détestaient les Bourbons - par exemple le général Foy - portaient des tenues décorées de fleurs de lys.

Dans les autres capitales, on ne se contente pas d'imiter les palais parisiens. Pour les Anglais, après 1814, la cour de France est une cour alternative à Saint James. En 1814, des Anglais mal mis sont admis à la chapelle des Tuileries alors qu'on refuse l'entrée à des Français d'une tenue

impeccable. Certaines années, plus d'Anglais que de Françaises s'y font présenter et la cour royale de France parle anglais. Sous Louis-Philippe, des journaux se plaignent que, pour être admis aux Tuileries, il faut parler avec un accent anglais.

■ **Royaliste : Au XIX^e siècle, les différents monarques se montraient-ils ordinairement dans leur capitale ?**

Philip Mansel : Oui, le monarque lui-même était visible dans les rues de Paris : Louis XVIII y faisait en grande pompe sa promenade de l'après-midi, en partie pour afficher sa santé mais aussi pour visiter le Faubourg Saint-Antoine, qu'il appelait *mon Faubourg*, pour vérifier que le pain n'y manquait pas. Louis-Philippe parcourait sans cesse la capitale à pied, à cheval, parfois en voiture privée. Napoléon III passait souvent dans son carrosse sur les boulevards où, à la fin du règne, peu de Parisiens se donnaient la peine de le saluer.

Aux palais et aux ministères il faut ajouter des arcs de triomphe, des bustes, des statues - surtout des noms. À l'époque monarchique, la place de la République s'appelait la place du Trône, la rue de la Paix était la rue Impériale ou la rue Royale. Même l'Hôtel de Ville perd son caractère municipal et révolutionnaire au XIX^e siècle : il est décoré de portraits royaux ou impériaux. C'est à l'Hôtel de

Ville que des royalistes lancent une proclamation contre l'Empire en 1814 et c'est dans la salle du trône de cet édifice que Louis-Philippe se fait proclamer lieutenant général du royaume en 1830. C'est également là que Louis-Napoléon Bonaparte célèbre sa victoire, après le plébiscite de novembre 1852.

■ **Royaliste : Les fêtes sont également des événements significatifs...**

Philip Mansel : En effet. On a tant écrit sur les fêtes républicaines qu'on oublie que les fêtes parisiennes, au XIX^e siècle, sont des fêtes dynastiques. On fêtait la Saint-Napoléon, puis ce fut la Saint-Louis, mais aussi, sous la Restauration, le 3 mai, anniversaire de l'entrée du roi à Paris en 1814 et le 15 août, anniversaire du vœu de Louis XIII.

■ **Royaliste : Il y a aussi des signes du pouvoir militaire...**

Philip Mansel : Il y a les casernes des gardes royales ou impériales ou encore de la garde nationale : la principale se trouvait près des Tuileries, là où l'on voit maintenant le musée d'Orsay. Grâce à la présence de ces gardes, Paris était aussi rempli d'uniformes et de casques étincelants que Berlin ou Saint-Petersbourg. La relève quotidienne de la Garde et sa revue hebdomadaire par l'Empereur dans la cour du Carrousel faisaient partie des grands moments de

Paris itale

la vie quotidienne de la capitale.

Mais le goût de la parade militaire n'explique pas tout. Les chiffres révèlent la méfiance de la cour à l'égard de la ville. Au moins 500 soldats des Gardes du corps ou de la Garde royale protègent les Tuileries en 1815. S'il n'y avait que 15 000 soldats à Paris en 1830 lors de la chute de Charles X, on n'en compte pas moins de 40 000 sous Louis-Philippe. La Garde nationale liait la bourgeoisie à la cour : comme sous Louis XVI, les gardes nationaux doivent faire le service au château des Tuileries sous la Restauration - jusqu'en 1827. Tout dépend de la Garde : quand elle ne contrôle plus le peuple parisien, Charles X perd sa couronne. Quand Louis-Philippe se convainc en 1848 qu'il ne peut plus se fier à ceux qu'il appelait *ses camarades* de la Garde nationale, il abdique.

■ **Royaliste :** Vous soulignez aussi les incidences économiques de la cour royale ou impériale...

Philip Mansel : Si l'architecture et l'armée faisaient de Paris une ville de cour, le commerce n'y manquait pas non plus : au moins 500 boutiques portaient les signes extérieurs de la monarchie. Il y avait le papetier et le bijoutier de l'Empereur, du Roi ou d'autres membres de la famille régnante. Ces noms prestigieux étaient inscrits sur

les affiches et à la devanture des magasins. Le seul survivant de ces boutiques de cour est le chocolatier de la rue des Saints-Pères.

La cour jouait donc un rôle primordial dans le commerce parisien. En 1814, le Conseil général des Manufactures affirme devant la duchesse d'Angoulême que le peuple français plus que tout autre aime à trouver ses modèles à la cour de ses rois. La simplicité de la cour de Louis-Philippe est critiquée pour le tort qu'elle est censée faire au commerce français. L'apogée de Paris comme centre du commerce de luxe et de cour se situe sous le Second Empire : le magasin parisien d'origine anglaise Worth, couturier de l'impératrice Eugénie et de la plupart des têtes couronnées de l'Europe, est un exemple tout à fait remarquable.

■ **Royaliste :** Vous montrez par ailleurs que les gouvernements de type monarchique ont des retombées positives sur l'emploi, comme on dirait aujourd'hui ?

Philip Mansel : Paris est une ville de cour par les carrières qu'elle offre à bien des Parisiens et par les habitudes qu'elle leur fait prendre. Sauf sous Louis-Philippe, chaque maison de souverain comptait à peu près trois mille employés. Les maisons de chacun des membres de la famille régnante employaient aussi un personnel nombreux.

On peut estimer que dix mille Parisiens environ vivaient directement de la monarchie - sans compter les fonctionnaires gouvernementaux, les soldats et les policiers. C'est dire qu'à Paris, au XIX^e siècle, il y a beaucoup plus de gens de cour et de fonctionnaires que de révolutionnaires !

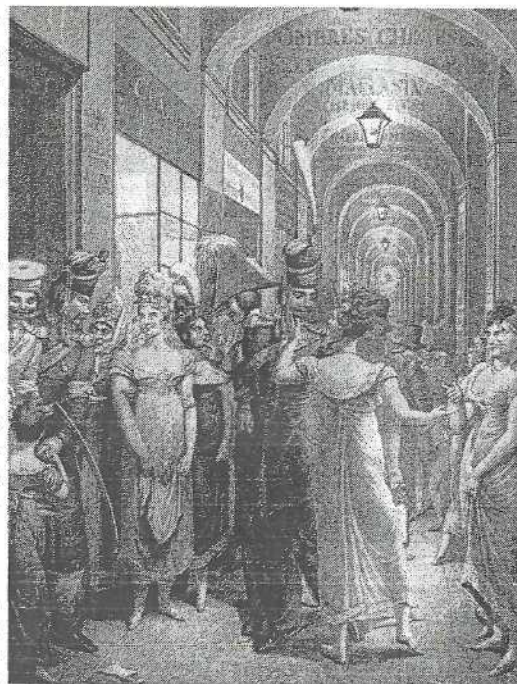
■ **Royaliste :** Justement, parlez-nous de l'opinion publique parisienne !

Philip Mansel :

L'élite et une bonne partie du public parisien modèle ses habitudes sur la vie de la cour. Jusqu'en 1830, tout le monde fréquente les Tuileries. La réception du dimanche après la messe est le meilleur endroit pour apprendre les nouvelles, faire sa cour au ministre, rencontrer ses connaissances et se faire de nouvelles relations. Dès 1801, trois ans avant la proclamation de l'Empire, Bonaparte pense à créer des réceptions pour les fonctionnaires et les officiers après la revue de la Garde consulaire. Selon un témoin irlandais, on y porte des habits de cour, l'étiquette de cour y est strictement observée et il écrit que la splendeur de la cour des Tuileries est bien plus grande que celle de la vieille cour de France.

En 1814, on affirme qu'un gentilhomme qui ne se montre pas à la Cour n'existe plus.

Le jardin des Tuileries, devant le château, est un peu comme le cirque sous l'empire romain : un lieu d'amusements publics où le souverain peut juger des opinions de ses sujets. Comme les changements de régime sont rapides au XIX^e siècle, les cris de *vive l'Empereur* ou de *vive le Roi* - ou encore le silence de la foule - et le port de la cocarde blanche ou tricolore sont de bons baromètres des opinions politiques. C'est dans ces jardins qu'on assassine, début mars 1815, deux hommes qui



■ **Les arcades du Palais-Royal :** maisons de jeux, filles faciles, cafés...

ont crié un peu trop tôt leur enthousiasme pour l'Empereur. Après le retour du roi, le 8 juillet 1815, on y acclame Louis XVIII et le duc de Wellington. À la mort de Louis XVIII, en septembre 1824, le jardin est rempli d'une foule silencieuse et respectueuse. Puis la population entière de Paris prit le deuil de son roi.

■ **Royaliste :** Un dernier mot sur le Palais Royal ?

Philip Mansel : Le Palais Royal symbolise les ambiguïtés du rôle de ville de cour au XIX^e : c'est l'ancien foyer révolutionnaire de 1789, devenu la plus élégante concentration de cafés, de bordels et de boutiques en Europe - c'est aussi un palais dont le propriétaire est Louis-Philippe qui est en même temps un vieux jacobin et un prince obsédé par son rang, décidé à maintenir ce qu'il appelait la *magnificence de la Maison d'Orléans*...

Propos recueillis par
B. La Richardais

Philip Mansel
**Paris,
capitale de
l'Europe**

Prix franco 28 €

Gommage

Soucieux de la paix dans les cimetières d'éléphants, nous nous étions promis de garder le silence après le suicide politique de Jean-Pierre Chevènement au soir du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002.

Mais voici que l'ancien compagnon de François Mitterrand publie un gros livre dans lequel il raconte l'aventure de la campagne présidentielle et du Pôle républicain. Toutes ses composantes sont évoquées, tous nos amis, gaullistes, communistes et socialistes patriotes sont nommés.

Tous ? C'est en vain qu'on cherchera à l'index les noms de Bertrand Renouvin, membre du Bureau du Pôle, et de Régine Judicis, membre de son Comité stratégique. On ne trouvera pas non plus la plus petite trace des militantes et militants de la NAR qui animaient des comités de soutien, ni la liste de celles et ceux qui furent invités à présenter leur candidature aux élections législatives de juin par la Commission électorale - dont Bertrand Renouvin était membre.

La Nouvelle Action royaliste a été effacée. Les noms de ses dirigeants et de ses militants ont été soigneusement gommés.

Nous devons aux adhérents de la NAR et aux anciens du Pôle républicain cette information dérisoire. Elle ne vaut pas un mot de colère ou de dégoût. Une seule question hante nos jours et nos nuits : comme au bon vieux temps, Jean-Pierre Chevènement va-t-il ordonner que nos visages et nos silhouettes disparaissent des films et des photographies de la campagne électorale ?

Yvan AUMONT

Le Djihad contre la Fitna

Gilles Kepel nous propose de mettre en perspective les événements du 11 septembre, de la guerre d'Irak et les enjeux de l'Islam en Europe dans un livre stimulant (1) sorti voilà quelques jours.

Cet arabisant, titulaire de la chaire *Moyen-Orient-Méditerranée* à Sciences Po, nous livre un commentaire d'un manifeste qui a circulé en décembre 2001 sur Internet pour justifier les attentats du 11 septembre. Ce texte s'intitule *Cavaliers sous la bannière du prophète* et il est signé du Dr Ayman al Zawahiri, l'idéologue d'Al-Qaïda. Au-delà de la justification de ces crimes barbares, ce proche de Ben Laden se livre à une analyse stratégique qui ne peut laisser indifférent ni les politiques ni les responsables de la lutte antiterroriste.

Pour notre islamologue, le Dr Zawahiri est obsédé par la « fitna ». Gilles Kepel la définit comme le « chaos, la grande discorde qui s'abat sur l'Oumma, la communauté des croyants ». Elle apparaît comme l'antonyme du « djihad ».

Le conseiller de Ben Laden souligne l'isolement grandissant des djihadistes dans les années 1990 : ils ont échoué en Algérie, en Bosnie et en Égypte. Les masses ne les ont pas suivis. Il défend le ralliement au combat mené par les Palestiniens lors de la seconde Intifada, qui sert de justification aux attentats de New York et de Washington, comme visant des symboles du puissant allié de l'État

hébreu. Contrairement aux réflexions des néo-conservateurs américains autour de « l'Axe du mal », le but premier des radicaux salafistes n'est pas de lutter contre le « Grand Satan » américain mais de mobiliser les masses musulmanes autour d'un thème porteur : la souffrance des Palestiniens. Cet appel au djihad contre Israël est mis en scène par l'intermédiaire de certaines chaînes de télévision arabes, comme Al-Jezira, mais aussi, par les médias occidentaux qui se font trop souvent manipuler par ces experts en communication. Gilles Kepel nous livre des réflexions particulièrement pertinentes sur la cécité des autorités américaines dans leur approche du monde musulman et sur les postures qu'elles ont adoptées pour lutter contre le terrorisme.

La grille de lecture des événements que nous propose l'auteur peut également être utilisée dans l'actualité la plus récente et nous montre, parfois, l'échec de ces straté-

gies djihadistes. L'UOIF (l'Union des organisations islamiques de France) avait lancé une campagne médiatique cet été, relayée dans certains médias arabes sur un ton particulièrement agressif, pour marquer son refus de la loi française sur les signes religieux à l'école. Ce thème a été récupéré par l'armée islamique en Irak pour justifier l'enlèvement de deux journalistes français. Sentant venir le risque d'une « fitna », des mouvements qui s'opposaient fermement à la conception française de la laïcité, comme le Hamas palestinien ou le Hezbollah libanais, ont réclamé la libération des otages, craignant la division du monde arabe sur ce sujet. L'UOIF, elle-même, n'a pas non plus hésité un instant à se joindre, avec beaucoup de vigueur, aux appels lancés en faveur de Georges Malbrunot et de Christian Chesnot, conscience qu'elle était de la perversion du djihad mené par leurs ravisseurs irakiens et des conséquences catastrophiques de cet enlèvement sur la cause qu'ils défendaient initialement.

Jacques DUCONSEIL

(1) Gilles Kepel - « *Fitna : guerre au cœur de l'Islam* », Éd. Gallimard, prix franco : 24 €.

Vous désirez ne pas perdre contact et être tenus au courant ?

Consultez l'espace NAR-Info :
<http://www.narinfo.fr.st>

Abonnez-vous aux "Actualités royalistes"
en envoyant un courriel à :
NouAcRoyal@aol.com

L'Amérique messianique

Il faut se résigner à admettre que si les États-Unis d'Amérique ont été engendrés par l'Europe, ils s'en distinguent aujourd'hui à tel point que nous les observons avec un sentiment d'étrangeté. Il se pourrait même que nous peinions à les comprendre. Leur religiosité, leurs structures mentales, leurs mœurs mêmes sont si différentes des nôtres. On a beau se persuader que dans un monde ouvert, nous ne cessons d'être influencés par leur culture dominante... Et bien non, ce n'est pas cela. Il est même possible que le fossé qui nous sépare grandisse encore dans les prochaines décennies. Certes un tel constat n'est pas nouveau. C'est celui de Tocqueville. Mais tout se passe depuis ces dernières années comme si nous reprenions conscience de ce que nos différences ont d'irréductible. Les événements aidant - l'avènement de George W. Bush, le 11 septembre - nous sommes confrontés à une altérité qui trouble et fascine, déconcerte et déstabilise.

En cette rentrée, les livres ne manqueront pas, qui prétendent entreprendre une nouvelle découverte de l'Amérique. Deux d'entre eux ont retenu mon attention, parce qu'ils avaient le mérite de mener l'enquête sur deux données majeures de l'hyper puissance de George W. Bush : la religiosité américaine et le courant néo-conservateur, incontestablement présents à la Maison Blanche et révélateurs de tendances de fond de la société, bien que de natures très opposées. La religiosité concerne la société dans son ensemble. Le courant néo-conservateur est élitiste par essence ; il n'en est pas moins en prise avec l'Amérique entière dont il prétend redéfinir la vocation et dessiner la stratégie conquérante. Le patronage très énigmatique de Leo Strauss pourrait fournir un indice quant à la coexistence des deux phénomènes. Le penseur n'a jamais cessé, en effet, de mettre en tension le religieux et le philosophique, le premier étant le propre d'une société qui pour tenir debout doit se fonder sur des croyances nécessaires et le second réservé à des initiés qui, en petit nombre, sont capables de suivre les chemins de la sagesse.

On discute, non sans raisons, de ce patronage straussien. Il est hasardeux de faire endosser à un philosophe disparu depuis trente ans l'expédition irakienne, d'autant que l'intéressé n'avait que de lointains rapports avec la politique concrète. Cependant les polémiques, souvent virulentes, contre ceux qui s'en réclament, mettent en lumière des coordonnées très pertinentes de l'actuel débat intellectuel. Pourquoi cette alliance improbable entre religieux et agnostiques ? Toujours est-il que les uns et les autres seraient *en train de gagner la guerre culturelle* contre une gauche intellectuelle enlisée dans ses impasses (par exemple celles du *politiquement correct*) et incapable de définir des positions alternatives. Il est donc urgent de prendre la mesure de ces deux facteurs qui expliquent la fortune de l'actuel président des États-Unis et les motifs de sa bonne tenue dans les sondages à deux mois d'une nouvelle échéance électorale.

La personnalité de l'intéressé n'est pas indifférente à cette conjonction intellectuelle, car il pourrait concentrer en lui-même l'incontestable renouveau évangéliste de son pays s'accordant avec une conscience politique messianique qui ne va pas sans quelque dureté machiavélique. Il faut considérer l'homme à travers ses paradoxes, en se gardant d'appréciations sommaires quant à son intelligence. Ses convictions chrétiennes le mettent au diapason de l'expansion du mouvement religieux qui submerge actuellement le protestantisme des États-Unis et se répand sur plusieurs autres continents. Dans un ouvrage consacré à *la religion de la Maison Blanche* Sébastien Fath circumscribit avec justesse le dynamisme d'un *revival* qui rivalise avec l'Islam en vitalité religieuse : « *Partagé entre de nombreuses sensibilités théologiques, qui vont du fondamentalisme au pentecôtisme (...) il entre en consonance avec la culture entrepreneuriale, individuelle et démocratique américaine.* » Ce dernier point est à retenir. Il n'aurait pas surpris Tocqueville qui avait déjà compris combien le facteur religieux était partie prenante d'une culture démocratique où l'individualisme en appelle à un choix spirituel dans un cadre confessionnel pluraliste.

par Gérard Leclerc



Cependant Sébastien Fath s'interroge sur l'ambiguïté de cette religiosité typiquement nationale. N'est-elle pas déportée vers une certaine sécularisation qui profite à une religion civile qui s'émanciperait graduellement de ses sources chrétiennes ? Nous n'en sommes pas du tout là pour le moment, à cause de la centralité de ce christianisme de type charismatique et de sa dimension politique. La droite religieuse est désormais une composante indispensable au parti républicain. Et le cas Bush plaide en faveur d'une identification de cette sensibilité avec ce qu'il y a de messianique dans la vocation des États-Unis. C'est bien pourquoi les néo-conservateurs ont établi une alliance, toute autre que circonstancielle, avec le renouveau religieux. Le Président constitue à ce propos un cas d'espèce précieux à étudier, car il intègre les deux apports. Alain Frachon et Daniel Vernet dans une enquête précise sur les néo-conservateurs l'ont noté avec finesse : « *Chez Bush, l'adhésion aux thèses néo-conservatrices mêlée à ses convictions religieuses produit un cocktail idéologique original.* » Un cocktail qui résulte de deux conversions : « *Bush - born again Christian depuis les années 1980 et, depuis le 11 septembre 2001, néo-conservateur.* » Sébastien Fath confirme le diagnostic, en montrant que le président n'est pas d'une seule pièce : « *Le bât blesse quand la seconde composante, influencée par son entourage néo-messianique, privilégie la logique de puissance, de supériorité quasi-ontologique. Il absolutise alors la bonne Amérique.* » En revanche, c'est la première composante, chrétienne, qui l'amènerait à relativiser son messianisme politique.

Serait-ce que chez les néo-conservateurs, intellectuels et conseillers souvent brillants, il y aurait une sorte d'orgueil à force de se considérer au-dessus de la médiocrité générale et de vouloir prendre en main la destinée du monde ? Il n'est pas sûr que la leçon cuisante reçue en Irak suffise à les ramener à plus d'humilité. Toujours est-il que c'est cette Amérique là, déconcertante, qui a une bonne chance de se perpétuer au-delà d'un premier mandat présidentiel. Si le démocrate Kerry n'est pas en mesure de renverser le sort, on s'interrogera sur la faiblesse de sa riposte idéologique à la synthèse de son concurrent...

☐ Sébastien Fath - « *Dieu bénisse l'Amérique* », Seuil, prix franco : 17 €.

☐ Alain Frachon & Daniel Vernet - « *L'Amérique messianique* », Seuil, prix franco : 18 €.

L'Empire

« Autrefois il y avait un empire français qu'on appelait aussi la France d'Outre-Mer, qui s'en souvient ? »

Ainsi s'ouvre la suite romanesque en trois volumes que Max Gallo consacre à la colonisation française. La plus abjecte des aventures pour les uns, une *espérance trahie* pour certains, un rêve de grandeur généreuse pour d'autres.

1870, la France est vaincue, l'espoir d'une revanche qui taraude le pays est prématuré, il faut lui fixer d'autres objectifs, le distraire d'un rêve impossible. Jules Ferry sera le chantre de l'aventure coloniale dans laquelle le pays doit retrouver force, honneur et oubli. Malgré l'opposition de certains, Clemenceau en sera un des plus farouches adversaires, l'affaire prend corps. Insensiblement la conquête de vastes espaces en Afrique et Indochine s'opère, c'est *L'Envoûtement* (tome I).

Une histoire dure, faite d'engagements sans retour ; hommes politiques, militaires

héroïques ou brutales sanguinaires, missionnaires, colons, aventuriers de tout poil et financiers avides animent cette grande fresque, sans oublier les femmes, nombreuses, putes ou sublimes, Africaines, Asiatiques, Européennes ou, plus exactement, noires, jaunes, blanches tant la couleur de la peau est une donnée essentielle dans ces pages.

La réalité et la fiction font corps, un déroulement événementiel rigoureux, des portraits : celui, magnifique, de Savorgnan de Brazza, quatre lignes décevantes, incongrues, sur Lyautey, une des figures les moins controversées de la colonisation. Comment ne pas reconnaître sous les traits du lieutenant Ernest Peretti, ceux de l'héroïque Ernest Psichari, ce petit-fils de Renan retrouvant la foi devant l'éblouissement du désert.

Deux officiers aux itinéraires parallèles qui parfois se croi-

sent : Charles Faurel qui, peu à peu, s'enfonce dans le mysticisme, le capitaine Benson, soldat sanguinaire et raciste ; deux faces d'une même réalité, signes de contradiction. Ils seront massacrés, l'un par les Touaregs dissidents l'autre par ses tirailleurs révoltés. Le livre se referme, l'Afrique et l'Indochine françaises s'installent dans l'ambiguïté des finalités de la colonisation : assimilation ou association ? Aucune doctrine officielle cohérente n'est proposée. Source des conflits à venir.

Le tome II, *La Possession*, m'a laissé une impression mitigée. Max Gallo laisse la plume à Alexandre Kermer fils du riche patron de la *Compagnie française de navigation et de commerce*, opulente société coloniale. Kermer journaliste, voyage beaucoup, il décide de raconter ce qu'il a vu et entendu. Or ce qu'il a vu est abominable, ce qu'il a entendu, en particulier sur l'emploi des troupes noires en 14-18 est insoutenable. Rien, absolument rien de positif. Sous l'effet de l'enseignement, Kermer assiste à l'émergence d'une société africaine évoluée, façonnée sur le modèle du colonisateur. Ce n'est que la triste copie, la caricature d'Européens dans ce qu'ils ont de plus répugnant. Ce sont alors des individus qui, nantis d'une parcelle d'autorité, en abusent outrageusement vis-à-vis de leurs congénères ; portrait peu

flatteur de Blaise Biagne premier Africain élu député. Il y a des années de cela Frantz Fanon avait théorisé ce phénomène dans son célèbre essai *Peau noire, masques blancs* (1).

Le récit de Kermer-Gallo, véritable réquisitoire, reste trop unilatéral. Sans vouloir établir une sorte d'impossible égalité entre le bien et le mal on peut estimer que le colonialisme fut aussi, pour beaucoup, la passion d'un pays et de ses habitants, l'amour donné, la compréhension de l'autre et aussi de prestigieuses réalisations qui résistent encore au temps qui passe. Ici nous avons affaire à une histoire de la colonisation, non pas à l'Histoire de la colonisation même romancée ; c'est le point de vue de l'auteur que le lecteur n'est pas obligé d'adopter.

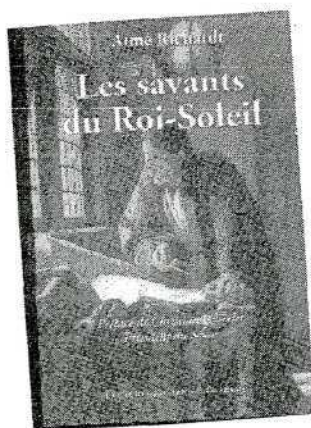
Demeurent de belles pages et même de très belles pages mais aussi quelques curiosités qui laissent à penser que certaines furent parfois écrites bien rapidement. Nous sommes dans le cap Corse, au large l'île de la Giraglia, *Il regarda bien au-delà de l'îlot, vers le sud, ce Maghreb...*, à ceci près que, lorsque du cap Corse on regarde la Giraglia, la vue porte plein nord et, au-delà de l'îlot, les côtes de Provence. *Nous sommes le 8 décembre 1900 au siège de la Compagnie française, sise à Paris, rue Guynemer.* Rue Guynemer, en 1900, alors que le futur héros de l'aviation française est âgé de sept ans ! Et que penser de ce *Maroc, peuple de Berbères kabyles* ?

Brouillies que cela pensera-t-on ? C'est, au moins, le signe d'une lecture attentive de cette trilogie qui la mérite et dont le dernier tome, *Le Désamour*, vient de paraître.

Michel FONTAURELLE

❏ (1) Frantz Fanon - « *Peau noire, masques blancs* », Points Seuil, 1971, prix franco : 7.50 €.

❏ Max Gallo - « *L'Empire* » en trois tomes, Fayard. Chaque tome prix franco : 20 €.



Aimé Richardt Les savants du Roi-Soleil

Le Grand Siècle ne fut pas seulement celui des Lettres et des Beaux-Arts...

Prix franco 25 €

SOUSCRIPTION

Comme nous l'avions indiqué dans notre précédent numéro, la souscription 2003/2004 est close depuis le 31 août. Toutes les sommes versées à partir de cette date seront comptabilisées pour notre souscription 2004/2005. Merci à tous ceux de nos lecteurs qui par leurs dons réguliers nous permettent de poursuivre notre entreprise.

BORDEAUX

Le prince Jean, duc de Vendôme, sera dans la région bordelaise du 21 au 24 octobre. Au programme de son déplacement : visite du Commissariat de l'Energie atomique du Barp, visite de l'usine de cartonnage Abzac, visite de la Maison Ginestet (négoce de vins). Il sera également reçu à l'Hôtel de Ville de Bordeaux ainsi que par l'archevêque Mgr Jean-Pierre Ricard.

Nos amis de la région de Bordeaux sont invités à prendre contact avec notre délégué régional, Loïc de Bentzmann, (tél. 05.56.94.34.26) pour avoir de plus amples informations.

CONSEIL NATIONAL

La prochaine réunion du Conseil national de la NAR se tiendra à Paris, le dimanche 28 novembre. Merci aux membres du Conseil national de prendre note de cette date.

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services. Nous assurons également la recherche d'ouvrages épuisés (sans garantie de succès...). Faites-nous part de vos besoins.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

AUTOCOLLANTS

Différents modèles d'autocollants sont disponibles (on peut panacher les commandes) :

▶ Autocollant rond « *UN ROI, pourquoi pas ?* » rond (64 mm) de couleur jaune fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

▶ Autocollant rectangulaire (99 x 38 mm) « *Royaliste, le journal qui bouscule les idées reçues* », noir sur fond jaune, vendu par planche de 14.

▶ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « *Face à l'économie sauvage : monarchie populaire* », noir sur fond vert fluo, vendu par planche de 24.

▶ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « *Avec les royalistes, préparons la France de demain* », noir sur fond rouge fluo, vendu par planche de 24.

▶ Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) « *7 pays d'Europe sur 15 ont un roi... Pourquoi pas nous ?* », noir sur fond jaune fluo, vendu par planche de 24.

Tarif :

- La planche 1 € franco.
- A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
- A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

▶ **Buste de Louis XVI** (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

▶ **Buste de Marie-Antoinette** (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

▶ **Fleur de lys** (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.

▶ **Fleur de lys dorée** 13 mm de haut.

▶ **Double cœur vendéen** (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

▶ **Armes de France** avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

▶ **Insigne de l'association des Amis de la Maison de France** (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

▶ **Cœur chouan** (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (47 € franco) de 1977 à 2002 (sauf 1979).

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée, elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

Réunion de rentrée Mercredi 13 octobre

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (8 € pour l'année)

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois.

Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Agir contre la pauvreté

Telle qu'elle est aujourd'hui menée par le président de la République, notre politique étrangère mérite sur des aspects décisifs d'être chaleureusement soutenue.

Les citoyens sont en mesure de vérifier chaque jour à quel point l'opposition de Jacques Chirac à l'invasion de l'Irak était justifiée. Comme beaucoup d'autres Français, nous nous félicitons que le président de la République française soutienne fermement le président Poutine, veille au développement de la coopération franco-russe et, par ailleurs, tienne bon face à l'agitation antiturque qui a gagné ses propres partisans.

Une autre initiative, prise le 20 septembre à New York, est tout à fait remarquable. Lors de réunions consacrées à la dimension sociale de la mondialisation, Jacques Chirac s'est joint à Lula da Silva pour présenter une nouvelle ligne d'action internationale en matière de financement du développement économique et social. Le Brésilien et le Français ont été rejoints par le président chilien et par le Premier ministre espagnol : sous l'égide de l'ONU, ces hommes d'État ont indiqué les moyens qui permettront de lutter, à l'échelle mondiale, contre la faim et la pauvreté.

A partir des travaux du « groupe Landau », constitué à l'initiative de Jacques Chirac en novembre dernier, les nations qui se sont associées à New York proposent d'organiser un système mondial de taxation (par exemple sur les transactions financières ou sur les ventes d'armes) assurant le financement public et massif des investissements dans les domaines vitaux : alimentation, eau, santé, éducation.

On raconte à l'extrême gauche que ce programme est nécessaire mais insuffisant, qu'il s'agit d'un aménagement du système, non de sa destruction en vue d'un autre monde. Voilà qui donne joli teint. Mais les images d'Haïti ravagé par la tempête Jeanne disent l'extrême urgence de l'action : il faut prendre l'argent là où l'on peut, et le donner là où il sauvera tout de suite les êtres humains du dénuement. Voilà qui répond concrètement aux trois injonctions de François Perroux (1) :



nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves – en commençant par les enfants et les femmes des pays les plus pauvres.

Ni l'urgence de l'action, ni l'engagement personnel ne dispensent de réflexions générales. En voici quatre, au fil de la plume :

- La Déclaration de New York nous fait sortir de l'humanitaire désordonné, parfois douteux, soumis aux stimuli médiatiques et aux fausses contraintes du marché de la souffrance et retrouver le souci de la personne humaine comprise et aidée dans sa plénitude.

- Le souci ainsi exprimé est authentiquement politique, ce qui

est gage d'efficacité : contre l'idéologie libérale-libertaire, s'affirme la nécessité de l'action conçue dans le cadre des **institutions** internationales et concrétisée par la médiation des États nationaux.

Si, à l'échelle mondiale, on récuse de fait le dogme meurtrier de l'équilibre par la concurrence de tous contre tous, si l'on rejette les niaiseries altermondialistes sur l'autogestion des communautés de base, il faut en tirer toutes les conséquences pour nos nations développées et pour les modes européens de coopération : rejeter le principe d'ultra-concurrence, récuser la « gouvernance » pour en revenir à l'action gouvernementale qui consiste à déterminer et à conduire la politique de la nation, retrouver l'impératif de justice sociale en redéfinissant les modalités de la répartition du revenu national afin que les salariés soient de nouveaux avantagés.

Si la France veut être exemplaire dans l'action internationale contre la pauvreté, il faut qu'elle accumule encore plus de puissance économique et financière afin de distribuer toujours plus de richesses. Or les oligarques français et leurs partenaires européens continuent de sacrifier les peuples à l'orthodoxie budgétaire. « Faire des économies » est une attitude anti-économique. Détruire l'industrie nationale par les privatisations (celle d'EDF maintenant), au nom de la rentabilité du capital et en laissant faire les délocalisations, c'est se priver de moyens décisifs de développement, pour nous-mêmes et pour l'ensemble de nos partenaires.

Plaidons, humblement, pour la cohérence.

Bertrand RENOUVIN

Cf. « Penser, faire la révolution mondiale », revue *Cité* n° 40. (prix franco: 7 €).